Concours national d'accès aux écoles de management (CNAEM), Maroc

Session 2024, filière ECS

Histoire, géographie et géopolitique

Durée : 4 heures

Ce que traite le sujet

- Sujet 1 : dissertation
- Sujet 2 : étude d'un dossier documentaire

Sujet reproduit sans retouche à partir de la page suivante.

Résumé des parties, chapitres de cours liés et autres années :
prepahelp.com/annales/cnaem/ecs/2024/hgg

Prepa Help ne revendique aucun droit sur le sujet, propriété de l'organisateur du concours.

Concours National d'Accès aux Ecoles de Management - Présidence du CNAEM 2024

ⵓⵎⵙⵙⵍⵓ ⵓⵎⵎⵉ ⵙ ⵜⵣⵎⵎⵓⵔ ⴰ ⵜⵙⵙⵓⵜⵜⵓ ⵙ ⵜⵓⵎⵓⵔⵜ – ⵜⵓⵎⴰⵔⵜ ⵙ CNAEM 2024

Filière : **ECS**

Épreuve de : **HISTOIRE, GEOGRAPHIE ET GEOPOLITIQUE DU MONDE CONTEMPORAIN**

Durée : **4 heures**

Date : **Mardi 21 mai 2024 - de 8 h à 12 h**

Consignes :

- L'usage de tout document ou de tout appareil électronique est strictement interdit.

Cette épreuve comporte 6 pages au format A4, en plus de cette page de garde.

FILIERE ECONOMIQUE ET COMMERCIALE

-OPTION SCIENTIFIQUE-

EPREUVE : HISTOIRE, GEOGRAPHIE ET GEOPOLITIQUE DU MONDE CONTEMPORAIN

****

Le candidat traitera l'un des deux sujets suivants. Il en recopiera l'intitulé sur sa copie.

Sujet 1 : « **La mondialisation des échanges est-elle une maritimisation du monde ?** »

Sujet 2 : En confrontant les informations présentes dans le dossier documentaire, vous analyserez le sujet suivant :

« L'Afrique : une périphérie objet d'ingérence, condamné à l'instabilité et au sous-développement ? »

Composition du dossier documentaire

Document 1 : **Le Mali et le Sahel, toujours sous menace djihadiste ?**

Document 2 : **Adhésion de l'Union africaine au G20: l'Afrique aura-t-elle son mot à dire ?**

Document 3 : **La part de l'Afrique dans le Commerce mondial des marchandises en 2022**

Document 4 : **Influence, ingérence et engagements de la Russie en Afrique.**

Document 5 : **la "success story" de la Chinafrique : un bilan géopolitique mitigé**

Document 6 : **Les fondements du sous-développement de l'Afrique**

Document 7 : **Le Niger, le Mali et le Burkina Faso quittent la CEDEAO**

Aucun document ni matériel n'est autorisé

<u>Document 1</u> : Le Mali et le Sahel, toujours sous menace djihadiste ?

La détérioration de la situation politique au Mali (deux coups d'État en moins d'un an et de facto le report des élections et le maintien au pouvoir des militaires) a conduit en 2022 au départ de l'opération française « Barkhane » ensuite à la diffusion de la menace djihadiste au Sahel puis à l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

La déstabilisation de la Libye consécutive au printemps arabe en 2011 a créé une onde de choc qui a précipité le Sahel dans un continuum ininterrompu de crises et de conflits. Le Sahel est le lieu d'une vive rivalité entre islam confrérique traditionnel et islam rigoriste du Golfe (le salafisme), facilitant l'émergence d'un radicalisme armé.

Le Mali en devient l'un des principaux terrains, car la non-résolution de la question touarègue a laissé une somme de frustrations pendantes. Les organisations djihadistes locales comme le MUJAO, Ansar Dine, le MNLA, le FNLA et le Front de libération de l'Azawad se retrouvent avec Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) pour s'attaquer à un pouvoir malien incapable de réagir. En l'espace de quelques semaines, ces groupes conquièrent le nord du Mali.

Dans ce nouveau contexte marqué par l'ouverture potentielle d'un dialogue avec les djihadistes au Mali et par la présence de forces russes (milices Wagner) sur lesquelles le nouveau pouvoir compte s'appuyer, la France décide en février 2022 de se retirer du Mali. Le risque djihadiste est loin d'y avoir disparu : 2021 a connu un nombre record d'actes de violence islamiste contre des civils (833) et les groupes djihadistes progressent vers la zone des trois frontières (Mali-Burkina Faso-Niger) et vers le littoral de l'Afrique du golfe de Guinée : le Bénin a en effet connu ses premières attaques terroristes sur son territoire fin 2021, tandis qu'en Côte d'Ivoire, l'attaque de Kafolo en 2020, qui a coûté la vie à quatorze militaires ivoiriens, a fait prendre conscience de la menace terroriste aux autorités.

Source : ***Extrait adapté ; Grand Atlas, Courrier international, édition Autrement 2024***

<u>Document 2</u> : Adhésion de l'Union africaine au G20: l'Afrique aura-t-elle son mot à dire ?

L'UA est devenue membre permanent du G20 lors du sommet tenu en Inde en septembre 2023 suite à l'initiative du premier ministre indien Narendra Modi, rejoignant ainsi les nations les plus puissantes du monde.

L'entrée de l'UA au G20, souligne l'influence croissante du continent sur l'échiquier géopolitique mondial et offre une opportunité aux pays africains de peser sur les décisions internationales. Les dirigeants africains ont applaudi cette intégration, alors que seule l'Afrique du Sud était jusqu'ici représentée au G20. Ils espèrent ainsi que la voix du continent comptera davantage dans les décisions concernant la finance mondiale, le commerce international ou encore le changement climatique.

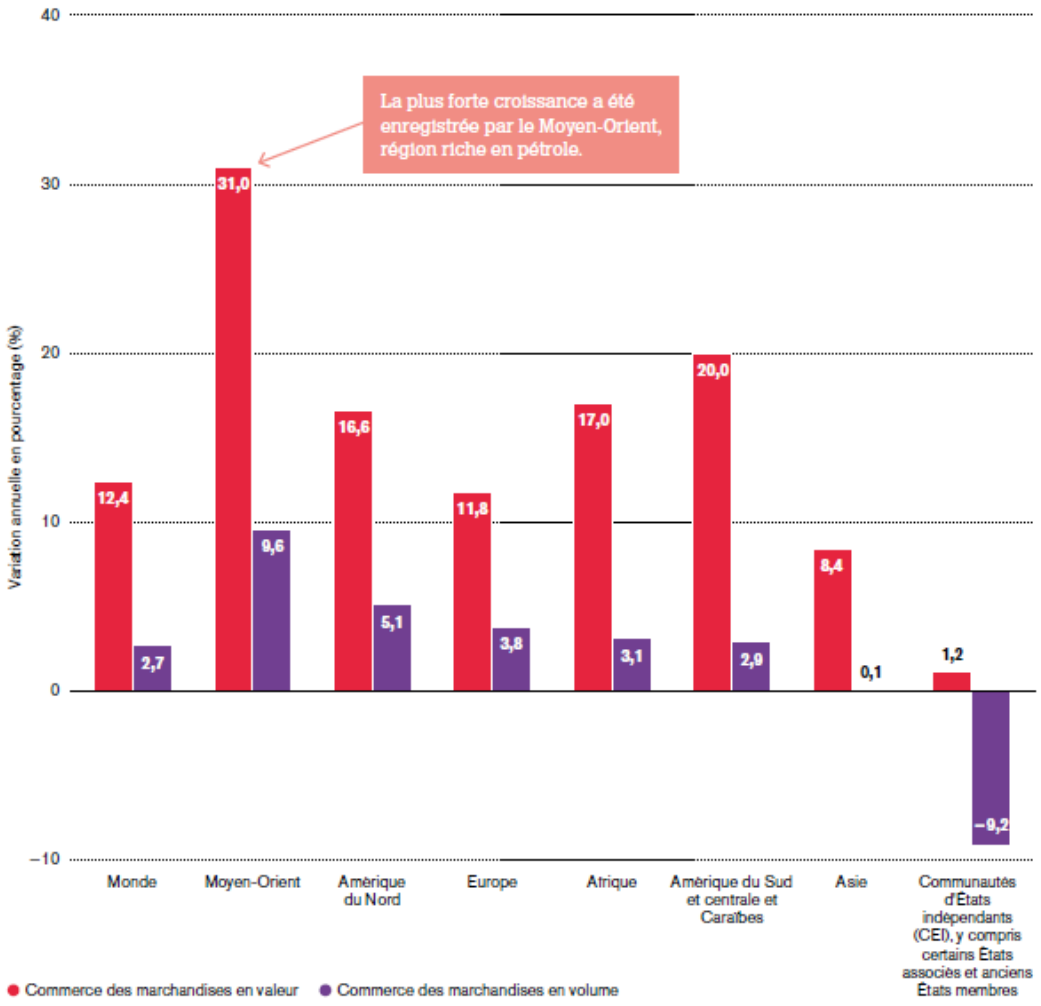
Cette adhésion intervient au moment où l'ordre mondial est reconfiguré, où la Chine et la Russie voient leur influence grandir, et alors que le groupe commercial des BRICS s'élargit pour inclure deux nouvelles nations africaines, l'Egypte et l'Ethiopie. L'UA aura besoin de travailler en commun pour parler d'une seule voix au G20.

L'UA, dont le siège se trouve à Addis-Abeba, en Ethiopie, compte 55 Etats membres, mais plusieurs d'entre eux sont actuellement suspendus à la suite de coups d'Etat qui ont mis en place des gouvernements militaires.

Source ***: Extrait adapté, « Le Monde Diplomatique », Publié le 14 septembre 2023***

<u>Document 3</u> : La part de l'Afrique dans le Commerce mondial des marchandises en 2022

La valeur du commerce des marchandises a augmenté plus rapidement dans le monde que son volume en 2022, en partie gonflée par les prix élevés des produits de base.



Source : ***OMC, Examen statistique du commerce mondial, rapport annuel 2023***

<u>Document 4</u> : Influence, ingérence et engagements de la Russie en Afrique.

Des acteurs extérieurs actifs en Afrique, la Russie est sans doute celui qui a le plus accru son influence ces dernières années. Ses engagements passent de liens plus profonds avec l'Afrique du Nord, de liens eux aussi élargis avec la République centrafricaine et les pays du Sahel, à une relance de liens datant de la Guerre Froide avec les pays d'Afrique australe. L'approche russe est distincte de celle d'autres acteurs géopolitiques puisque Moscou s'appuie souvent sur des moyens irréguliers—d'ailleurs souvent extralégaux—pour étendre son

influence, notamment en déployant, parmi d'autres cordes à son arc, mercenaires, désinformation, ingérence électorale, soutien aux coups d'État et des accords d'échange d'armes contre des ressources. Cette stratégie à bas coût, mais très influente cherche à promouvoir un monde diffèrent que les systèmes démocratiques et basés sur les règles auxquels la plupart des africains aspirent. Les résultats des interventions russes en Afrique auront donc de profondes implications sur les normes de gouvernance et la sécurité du continent.

Source : le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 10 juillet 2023

<u>Document 5</u> : la "success story" de la Chinafrique : un bilan géopolitique mitigé

Popularisé par l'expression « **Chinafrique** », le développement météorique de la présence chinoise en Afrique depuis vingt ans fait partie des nouvelles réalités géopolitiques. La Chine est le premier partenaire commercial et le premier bâtisseur du continent « la diplomatie des infrastructures », ainsi que le premier bailleur bilatéral de nombreux pays africains. Elle n'est en revanche qu'un modeste investisseur en Afrique et seulement son cinquième fournisseur d'armes.

En 2021, le Forum sur la coopération sino-africaine a donné naissance à la « **Vision 2035 de la coopération sino-africaine** », qui comprend neuf projets dans l'innovation numérique, le développement vert, les échanges culturels, la coopération pour la paix et la sécurité, etc. Le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies au siège de l'Union africaine fait partie de ces projets. Sachant que la Chine a seulement trois ans pour mettre en place ces « neuf projets », la pression est effectivement forte.

Alors que quelques pays (Angola, Soudan, Zimbabwe, etc.) et quelques secteurs (hydrocarbures, minerais, etc.) lui ont servi de portes d'entrée économique au début du siècle, en 2021 les entreprises de la République populaire de Chine (RPC) sont présentes dans tous les domaines, de l'exploitation forestière à la banque en passant par l'énergie. Répandus du Sénégal au Lesotho, les intérêts chinois sont maintenant extrêmement diversifiés.

Vers un rééquilibrage des relations sino-africaines ? La prise de conscience du risque de dépendance économique à travers le problème de la dette, des défis de la double migration (le racisme, le rejet de l'autre) et du développement d'une économie prédatrice dans l'ombre des échanges légaux suscite des interrogations tant du côté chinois que du côté africain. Certains pays africains n'ont pas hésité à annuler de grands contrats (Tanzanie, Sierra Leone, Gabon, etc.), tandis que l'image de la Chine dans l'opinion publique africaine pâlit doucement. Selon l'Afrobarometer, 59% des sondés estimaient en 2020 que l'influence de la Chine dans leur pays était positive, contre 63 % en 2015.

Source : Thierry Vircoulon , coordinateur de l'Observatoire pour l'Afrique centrale et australe de l'Institut français des relations internationales (IFRI)

<u>Document 6</u> : Les fondements du sous-développement de l'Afrique

L'Afrique reste le continent le plus pauvre au monde (PNUD), et elle est au centre des préoccupations sur la scène internationale. Le continent africain est presque inexistant dans le commerce mondial. Il ne représente qu'environ moins de 3% du commerce international. Sa part est passée de 4 à 2,7 % entre 1970 et 2023 selon OMC.

Les facteurs exogènes

En effet, le système international ne favorise pas le développement du continent africain dans la mesure où, le capitalisme économique est un frein pour jeter les bases de la croissance économique de l'Afrique. Les pays développés tirent beaucoup plus de profit dans le jeu du libéralisme économique, car, ils ont une économie qui s'adapte parfaitement à ce mécanisme ce qui n'est pas le cas pour les pays africains qui ne font que subir le diktat des grandes puissances comme, on le souligne l'économiste Amin Samir : «Le développement du capitalisme en Afrique noire s'opère dans le cadre des relations de domination qui caractérisent notre époque; il n'est pas un phénomène local totalement autonome ».

En outre, les organismes multilatéraux comme la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et l'Organisation Mondiale du Commerce sont des mécanismes de représentation de la machine néolibérale au grand désarroi des pays africains comme, comme le note Eric Toussaint : « Il est essentiel de constater la cohérence des politiques recommandées par le trio Banque mondiale / FMI / OMC. Le FMI et la Banque mondiale utilisent leur statut de créancier privilégié pour conditionner l'octroi de prêts aux gouvernements de la Périphérie à la mise en œuvre de réformes économiques qui augmentent l'ouverture des économies des pays endettés au marché mondial dominé par les pays les plus industrialisés et les transnationales qui y ont en majorité leur siège »

En un mot, les politiques d'ajustement structurel ont appauvri le continent africain comme, nous le notons ici : « Les programmes d'ajustement structurel pour réduire la dette ont entraîné des coupes sévères dans les subventions à la santé, l'éducation et les projets de développement rural. Les démunis, dont les femmes, en sont profondément affectés. La dette de l'Afrique au Sud du Sahara s'élève à 280 milliards de dollars US, représentant plus de 90 % du produit intérieur brut (PIB) ».

De plus, la détérioration des termes de l'échange est un procédé qui permet aux pays industrialisés de se procurer des matières premières de l'Afrique à des prix dérisoires. Pour ensuite, les transformer en des produits finis destinés à ces mêmes pays à des prix exorbitants, ce qui nous paraît une double exploitation du continent noir.

a mauvaise gouvernance est une réalité en Afrique. Chaque année, une manne financière importante fait l'objet de détournement ce qui n'est pas sans conséquence sur le développement du continent : « La mauvaise gouvernance est un frein au développement des activités économiques en Afrique et elle coûte cher ».

Les facteurs endogènes

D'une part, la transparence et la reddition des comptes font défaut pour la plupart des pays africains. Les marchés publics souffrent d'un manque de transparence, au point que certaines entreprises ont du mal à gagner des marchés au profit du clientélisme politique. Cette situation freine le développement du continent et accentue la pauvreté dans tous les domaines.

D'autre part, la mauvaise gestion est une tradition en Afrique. Elle se traduit par la dilapidation de deniers publics en investissant sur des projets improductifs qui n'ont pas de conséquence directe sur la croissance économique. Les programmes et projets de développement sont souvent mal appréhendés pour booster la croissance économique des pays africains comme l'affirment Arnaud Bourgain et Jean-Claude Vérèz : « L'attente est telle que la probabilité que les politiques publiques soient satisfaisantes est très faible, dans les pays en développement et en particulier, en Afrique subsaharienne ».

En dernier lieu, l'instabilité politique et les conflits internes font échouer tout espoir de développement comme on le note dans le rapport du PNUD : « L'insécurité liée aux conflits armés demeure un des plus grands obstacles au développement humain. Il s'agit tant de la cause que de la conséquence de la pauvreté de masse »

Source : Mamadou Lamine FALL, Revue « l'Afrique des idées », novembre 2023

Document 7 : **Le Niger, le Mali et le Burkina Faso quittent la CEDEAO**



Description de l'image : Les partisans de l'Alliance des États du Sahel (AES) brandissent leur bannière alors qu'ils célèbrent le départ du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à Niamey, le 28 janvier 2024. Les coups d'État successifs au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Gabon, ainsi que les crises diplomatiques avec le Maroc et les tensions récurrentes avec l'Algérie, témoignent de la difficulté que rencontre Paris à maintenir son influence dans une région qu'elle considérait autrefois comme son pré carré.

FIN

Travailler les chapitres de ce sujet

Prepa Help suit le programme d'ECS chapitre par chapitre : cours détaillé, méthodes, pièges, exercices et problèmes corrigés pas à pas, tirés des concours. L'essai gratuit donne accès aux chapitres offerts de ta filière, sans carte bancaire.

Chapitres liés à ce sujet

- La dissertation de géopolitique : analyser un sujet, problématiser, construire un plan

Ouvrir l'essai gratuit

Scanne le code ou clique sur le bouton.

prepahelp.com/#essai

Une question sur le concours ou sur ta filière : **écrire sur WhatsApp**

Les autres années et épreuves : prepahelp.com/annales/cnaem/ecs